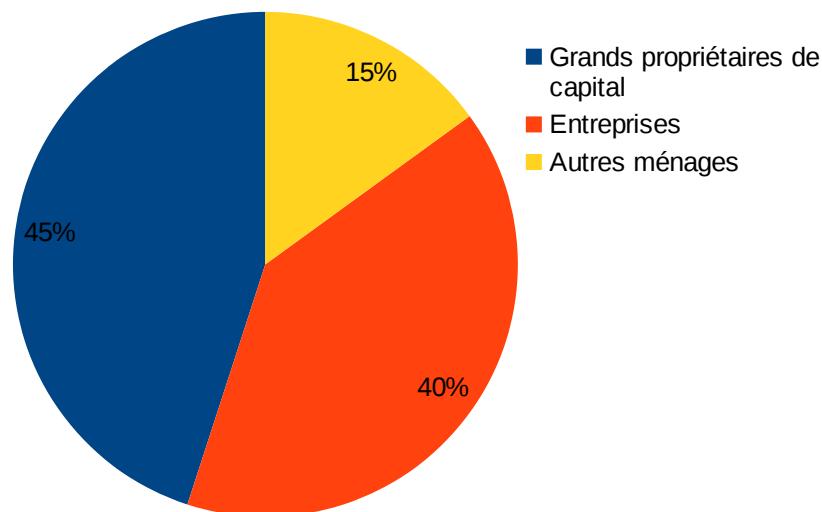


Macron, le président des riches qui finance les baisses d'impôt en creusant le déficit

Pour son premier budget à l'Élysée, le nouveau président n'a pas vraiment choisi le consensus, en prenant des orientations nettes en faveur des Français les plus fortunés et des entreprises. De plus, alors qu'il se présentait pendant la campagne comme « *un bon gestionnaire des finances publiques* », ce budget 2018 va, au contraire, augmenter le déficit de l'État.

Dans ce projet de loi de finance, les mesures en faveur des plus grands patrimoines représentent 4,5 milliards d'Euro, réparties en 3,2 milliards pour la suppression de l'ISF sur le patrimoine mobilier et 1,3 milliards pour l'instauration d'un prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital. L'ensemble de la baisse des prélèvements est chiffrée à 10 milliards d'Euro avec 6 milliards pour les ménages et 4 milliards pour les entreprises, mais seulement 7 milliards seront effectifs en janvier (les mesures pour les ménages étant différées à septembre). Ainsi, sur 10 milliards d'Euro de baisse d'impôt, 4 sont destinés aux entreprises, 4,5 milliards pour les plus grands détenteurs de capital et seulement 1,5 pour les autres citoyens.

Répartition des baisses d'impôts 2018



Les arguments du gouvernement pour justifier ces choix sont très discutables. Si l'objectif est de faire baisser l'immobilier, ce qui est une bonne idée, il était possible d'augmenter l'ISF sur l'immobilier sans toucher l'ISF sur le mobilier. De même, l'exil fiscal physique est extrêmement limité, croire que des personnes vont quitter leur douce vie, leur famille, leurs amis, leur ville pour quelques Euro de plus, alors qu'il en ont déjà plusieurs millions, démontre une forte méconnaissance de la psychologie humaine. Enfin l'argument de « *stimulation de la croissance* » est peu crédible car les grands propriétaires de capital consomment en proportion beaucoup moins que les autres citoyens, c'est d'ailleurs pour cette raison que, dans une note récente, le FMI encourage les pays à taxer les grands patrimoines pour stimuler la croissance [1].

Le projet prévoit aussi la suppression progressive de la taxe d'habitation et la suppression

des cotisations chômage et maladie pour les salariés du privé. Ces suppressions sont compensées par une hausse de la CSG, ce qui revient à un transfert financier venant des retraités et des salariés du public vers les salariés du privé. En outre, le gouvernement prévoit de diviser par deux le nombre de contrats aidés et de baisser les APL, de nombreux Français en situation déjà difficile seront impactés.

Il est donc clair que ce budget profite très largement aux plus fortunés et aux entreprises. Mais le plus surprenant est de constater que ces baisses d'impôts ne sont pas compensées. Ainsi le déficit va augmenter pour passer de 76,5 milliards à 82,9 milliards, soit une hausse de 6,5 milliards. Si l'augmentation de la croissance permet de masquer cette hausse en pourcentage du PIB, il est surprenant de voir le candidat Macron financer des baisses d'impôts en creusant les déficits, alors qu'il se vantait pendant la campagne d'avoir un programme de bonne gestion budgétaire. Ce surplus de déficit va nécessiter à l'État d'emprunter plus sur les marchés, principalement à ces mêmes citoyens fortunés qui pourront bénéficier, en plus des baisses d'impôts, du rendement de la dette. En cas de retournement économique ou d'augmentation rapide des taux d'intérêts, ces choix budgétaires renforceront la fragilité de la France qui, avec une dette déjà proche de 100 % du PIB, rencontrera des difficultés à rembourser. Rappelons que le service de la dette coûte déjà environ 41 milliards d'Euro par an aux Français, soit le deuxième poste de dépense, malgré des taux d'intérêts extrêmement bas.

Le premier budget Macron est donc un budget clairement en faveur des plus aisés. Il illustre le renoncement des grands propriétaires Français à être solidaire avec leurs concitoyens. Par « *ruissellement* » cette politique conduira à une régression de la solidarité entre les classes moyennes et les classes populaires, puis, à l'intérieur des classes populaires, notamment entre Français et immigrés. Ainsi, cette diminution de la solidarité nationale devrait, au final, renforcer les partis nationalistes xénophobes et les partis séparatistes. Mais ce budget est aussi inquiétant pour les finances publiques car il fragilise la France, en maintenant des déficits élevés en période de croissance. Au moindre retournement de conjoncture, le pays pourrait se retrouver en grande difficulté. Espérons que le nouveau président, qui manque totalement de maturité, modifiera sa politique avant qu'il ne soit trop tard.

[1] <http://www.20minutes.fr/economie/2150499-20171013-faut-davantage-taxer-riches-estime-fmi-dernier-rapport>